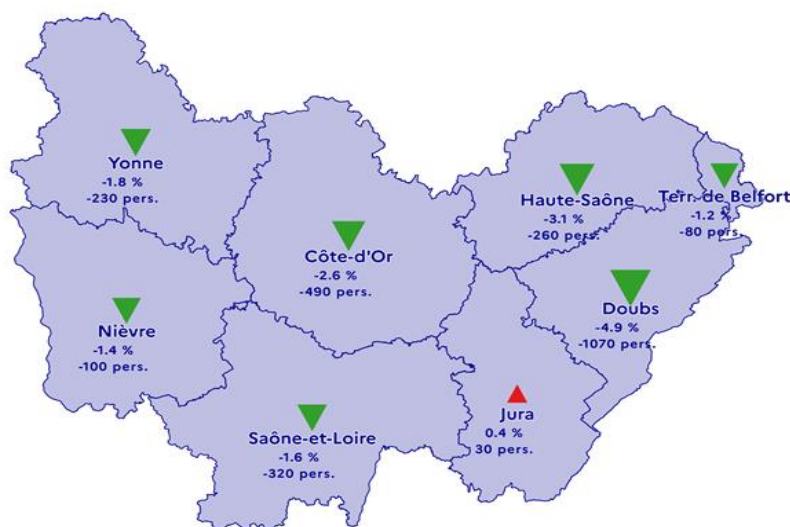


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA SAÔNE-ET-LOIRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2022 (EN % ET EN NOMBRE)



► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **19 720** (-1,6 % sur un trim.)
 Cat. B, C : **20 600** (+0,2 % sur un trim.)
 Cat. A, B, C : **40 320** (-0,7 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,4 % au 3^{ème} trimestre 2022
 0,0 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2022
 (France métropolitaine : 7,1 % ; -0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

192 580 au 3^{ème} trimestre 2022
 +0,3 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2022

● RECOURS À L'INTÉRIM

7 120 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2022
 +2,4 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2022

France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :

-3,8 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2022

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

Au troisième trimestre 2022

L'emploi salarié (privé et public) augmente en Saône-et-Loire, soit 620 emplois de plus par rapport au 2^e trimestre. Hors intérim, l'emploi progresse dans tous les secteurs d'activité. En revanche, plus gros employeur, le secteur des services non marchands accuse une perte de ses effectifs. Sur un an, l'emploi salarié progresse (+0,7 %), une hausse légèrement supérieure à celle enregistrée au niveau régional. La demande en intérim repart à la hausse dans tous les secteurs d'activité. Le dispositif d'activité partielle est largement moins mobilisé : près de 42 000 heures ont été chômées, soit environ deux fois moins qu'au cours du second trimestre. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 10 140) tend à diminuer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-4 %, soit -530), une baisse annuelle plus favorable que celle enregistrée dans la région.

Au quatrième trimestre 2022

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle augmente fortement, notamment dans l'industrie. Les défaillances d'entreprises impactent davantage d'emplois qu'il y a un an. Le nombre de créations d'entreprises est plus élevé par rapport au même trimestre l'an dernier. La demande d'emploi de catégorie A diminue de 1,6 %, une baisse moins forte que celle observée à l'échelle régionale. Les hommes semblent davantage profiter de cette embellie, certainement en lien avec la reprise de l'emploi intérimaire constatée dans la construction et l'industrie. La demande d'emploi des femmes diminue également mais dans une moindre mesure. Seuls les jeunes, plus nombreux à s'inscrire, semblent rencontrer des difficultés dans leur recherche d'emploi. Les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an à Pôle emploi tirent également profit de ce contexte positif avec un recul de 2,8 % (-12,2 % sur un an).

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Saône-et-Loire :

Données CVS-CJO

	T4 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	19 720	-1,6	-3,0
Catégories B, C	20 600	+0,2	-6,6
Catégories A, B, C	40 320	-0,7	-4,9

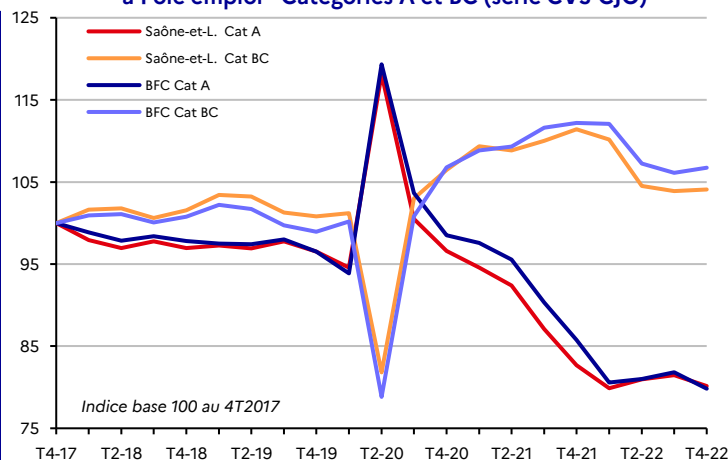
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T4 2022	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	100 690	-2,4	-6,9
Catégories B, C	97 070	+0,6	-4,9
Catégories A, B, C	197 760	-1,0	-5,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T4 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	10 020	-2,1	-3,3	-3,2	-8,1
< 25 ans	1 400	+2,2	-2,1	-2,1	-8,5
25 - 49 ans	5 430	-2,7	-2,5	-3,4	-8,1
50 ans et plus	3 190	-3,0	-5,1	-3,5	-7,9
Femmes	9 700	-1,0	-2,8	-1,6	-5,6
< 25 ans	1 320	+1,5	-1,5	+2,0	-2,5
25 - 49 ans	5 280	-1,1	-2,2	-1,8	-4,9
50 ans et plus	3 100	-1,9	-4,3	-2,9	-8,4
Total	19 720	-1,6	-3,0	-2,4	-6,9
< 25 ans	2 730	+1,9	-1,4	-0,2	-5,8
25 - 49 ans	10 710	-1,8	-2,4	-2,6	-6,6
50 ans et plus	6 290	-2,5	-4,6	-3,2	-8,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T4 2022	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	19 110	-0,6	-5,2	-1,1	-6,3
< 25 ans	2 580	+1,2	-7,9	-1,5	-10,2
25 - 49 ans	11 050	-0,5	-5,3	-1,2	-6,6
50 ans et plus	5 480	-1,6	-3,5	-0,7	-3,2
Femmes	21 200	-0,8	-4,6	-0,9	-5,6
< 25 ans	2 530	-1,6	-9,6	-0,3	-10,1
25 - 49 ans	11 920	-0,7	-4,9	-0,9	-5,4
50 ans et plus	6 760	-0,7	-1,9	-1,2	-4,2
Total	40 320	-0,7	-4,9	-1,0	-5,9
< 25 ans	5 110	-0,2	-8,8	-0,9	-10,1
25 - 49 ans	22 970	-0,6	-5,1	-1,0	-6,0
50 ans et plus	12 230	-1,2	-2,8	-0,9	-3,7

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T4 2022	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	21 520	+1,2	+2,6	+0,6	+0,7
DELD :					
1 à 2 ans	7 370	-1,5	-11,8	-1,9	-14,7
2 à 3 ans	3 780	-5,5	-20,1	-5,6	-17,8
3 ans et plus	7 640	-2,8	-8,2	-2,1	-7,4
Total DELD	18 790	-2,8	-12,2	-2,8	-12,8
Part des DELD	46,6%	-1,0 pt	-3,9 pt	-0,9 pt	-3,6 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T3 2022	Moyenne annuelle 2022 2021	
Assurance chômage	17 440	16 820	19 630
Solidarité - Etat	2 120	2 150	2 410
Autres	480	450	510
Total DE indemnisés	20 040	19 420	22 550
Formation	890	1 280	1 270
Part des DE indemnisés* :			
Saône-et-Loire	46,4%		
BFC	44,9%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T4 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	680	+98	+16,9	+411	+13,7
Fin de mission d'intérim	298	+56	+22,9	+238	+18,1
Démission	225	+32	+16,6	+84	+8,6
Rupture conventionnelle	241	-4	-1,8	+13	+1,1
Licenc. économique	39	0	0,0	-61	-19,1
Autre licenciement	273	+14	+5,3	+109	+8,2
Première entrée ⁽¹⁾	171	-30	-15,1	-146	-12,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	707	+66	+10,2	+303	+9,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	694	+35	+5,3	+93	+2,9
Autre motif ⁽⁴⁾	219	0	-0,2	+5	+0,5
Motif indéterminé	366	-15	-4,0	-192	-11,1
Total	3 913	+250	+6,8	+858	+4,6

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T4 2022	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	528	-32	-5,7	-371	-11,4
Entrée en stage ou formation	484	-23	-4,5	-379	-12,9
Arrêt de recherche**	437	-17	-3,7	-182	-8,3
dont maladie	255	-18	-6,5	-126	-9,8
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 935	+101	+5,5	+520	+5,6
Radiation administrative	416	+33	+8,7	+116	+5,8
Autre cas ⁽²⁾	307	+10	+3,5	-84	-5,1
Total	4 108	+74	+1,8	-381	-1,8

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T4 2022	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Autun	5 190	-3,5	-4,1	47,0	13,5	32,2	10,0
Chalon-sur-Saône	5 830	-0,5	-1,9	50,9	13,7	30,0	8,1
Charolles	2 460	-0,4	-0,4	47,6	14,6	37,0	6,9
Louhans	2 060	-2,4	-2,4	51,9	13,1	35,4	7,1
Mâcon	4 180	-0,7	-5,2	49,3	14,4	29,4	8,1
Saône-et-Loire	19 720	-1,6	-3,0	49,2	13,8	31,9	8,2

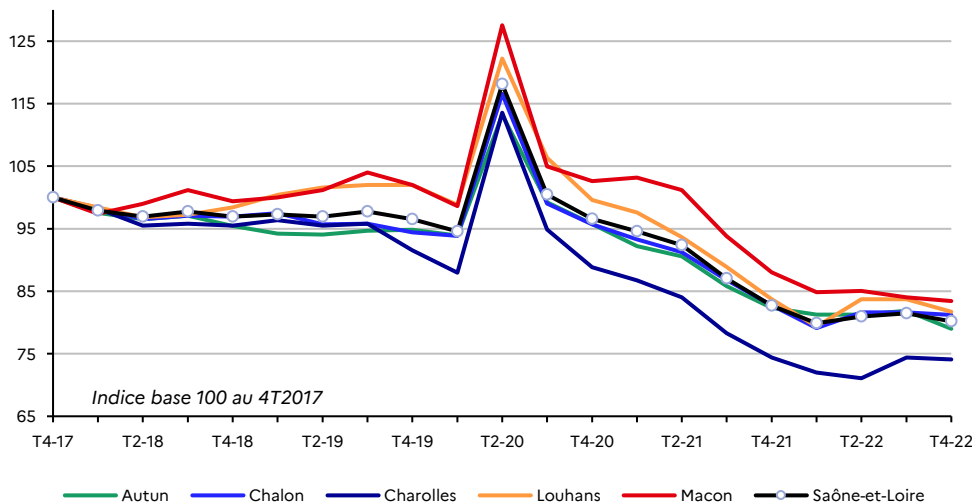
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2019

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T4 2022	Var. (en %) sur		Plus d'un an		
		1 Trim.	1 an	T4 2022	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Autun	10 010	-2,0	-5,6	4 860	-3,0	-13,5
Chalon-sur-Saône	12 070	+0,2	-4,1	5 680	-2,7	-9,1
Charolles	5 110	+0,4	-3,0	2 350	-1,3	-11,3
Louhans	4 210	-1,4	-5,8	1 890	-4,5	-15,6
Mâcon	8 910	-0,8	-6,0	4 010	-2,9	-13,6
Saône-et-Loire	40 320	-0,7	-4,9	18 790	-2,8	-12,2

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
920	0,0	1 000	+6,4
1 190	+6,3	1 170	+3,5
520	0,0	500	-2,0
420	+2,4	440	+10,0
910	0,0	970	+7,8
3 950	+1,8	4 080	+5,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2022.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

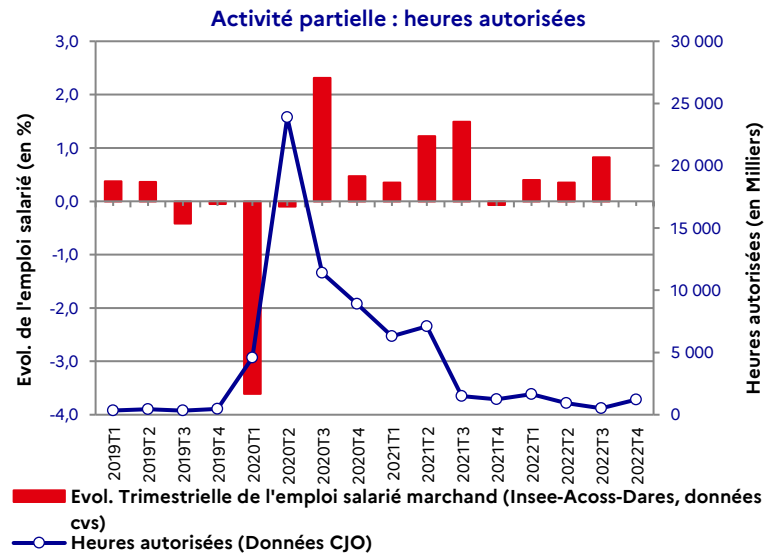
Activité partielle

Données CJO*		Saône-et-Loire	
Heures autorisées		T3 2022	T4 2022
Nombre de demandes en cours		170	144
Volume d'heures autorisées		522 466	1 217 627
dont :	Agriculture	564	0
	Industrie	372 856	1 022 828
	Construction	23 884	73 317
	Commerce	30 721	34 849
	Services	94 441	86 633
Etablissements autorisés		157	133
dont :	étabs de 50 sal. et plus	34	28
Nombre de salariés concernés**		4 790	5 482
Total heures autorisées 12 mois glissés		4 342 052	4 310 260

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



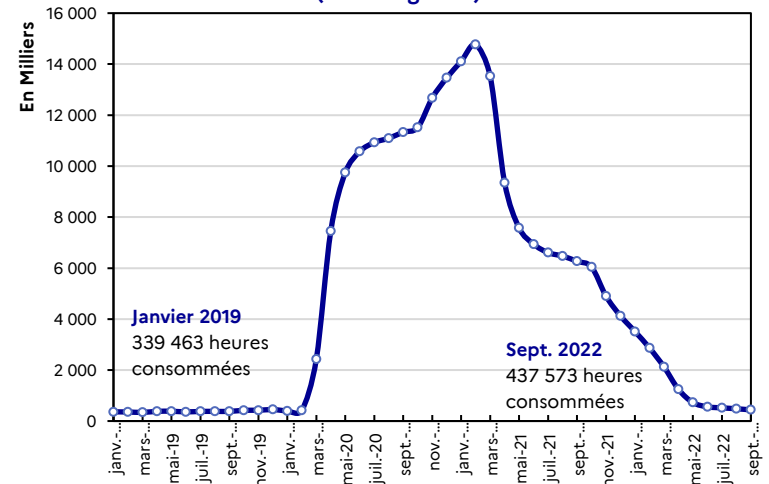
		Saône-et-Loire	
Heures consommées		T2 2022	T3 2022
Nombre d'heures consommées*		80 401	41 499
dont :	Agriculture	602	267
	Industrie	46 602	22 206
	Construction	1 548	489
	Commerce	10 293	8 452
	Services	21 356	10 086
États ayant consommé des heures		123	80
dont :	états de 50 sal. et plus	29	20
Nombre de salariés concernés**		894	452
Total heures consommées 12 mois glissés		557 651	437 573

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Créations d'entreprises

Données brutes		Saône-et-Loire	
Créations d'entreprises		T4 2022	Evol./T4 2021 (en %)
Nombre de créations d'entreprises		1 588	+14,7
dont :	Entreprises individuelles	211	-4,5
	Micro-entrepreneurs	1 012	+23,7
	Sociétés	365	+5,8
Cumul sur 12 mois glissés		6 066	+1,4
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		576	+1,8
Cumul sur 12 mois glissés		2 225	-4,3

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Saône-et-Loire	
Ouvertures de procédures		T4 2022	Evol./T4 2021 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		87	+40,3
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	20	+81,8
	Liquidations judiciaires directes	65	+35,4
Nombre d'emplois menacés		382	+167,1
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	208	n.s.
	Construction	30	-6,3
	Commerce	60	n.s.
	Services	81	+113,2
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		364	+71,7

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Saône-et-Loire 3 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)		Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
		Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
			Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %
Agriculture	3 980	+280	+7,5	-220	-5,3	4 000	+280	+7,4	-230	-5,4	
Industrie	34 080	+240	+0,7	+620	+1,9	37 790	+290	+0,8	+720	+1,9	
Industrie agro-alimentaire	6 170	+50	+0,8	+50	+0,9	6 930	+30	+0,4	+120	+1,8	
Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 250	+10	+0,4	-10	-0,3	2 390	0	+0,1	-20	-0,8	
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 450	+60	+1,3	+140	+3,2	5 120	+40	+0,9	+150	+3,1	
Matériels de transport	2 510	+20	+0,9	0	+0,1	2 850	+80	+2,8	+110	+4,1	
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	18 700	+110	+0,6	+430	+2,4	20 500	+140	+0,7	+350	+1,7	
Construction	11 480	+130	+1,2	+90	+0,8	12 590	+140	+1,1	+90	+0,7	
Commerce ; réparation auto.	26 080	+130	+0,5	+260	+1,0	26 630	+130	+0,5	+270	+1,0	
Services marchands	44 740	+210	+0,5	+1 330	+3,1	46 590	+190	+0,4	+970	+2,1	
Transports et entreposage	10 820	+50	+0,4	+300	+2,9	11 740	+80	+0,7	+10	+0,0	
Hébergement et restauration	6 740	-30	-0,5	+350	+5,4	6 810	-40	-0,5	+350	+5,4	
Information et communication	1 250	+20	+1,9	+40	+3,0	1 270	+20	+1,4	+40	+2,9	
Services financiers	3 270	0	-0,1	+80	+2,5	3 290	0	-0,1	+80	+2,4	
Services immobiliers	1 300	0	-0,3	+20	+1,3	1 310	-10	-0,6	-10	-1,0	
Services aux entreprises	14 130	+110	+0,8	+330	+2,4	14 920	+60	+0,4	+300	+2,1	
Services aux ménages	7 230	+70	+1,0	+220	+3,1	7 250	+80	+1,1	+220	+3,1	
Services non marchands	64 750	-430	-0,7	-500	-0,8	64 970	-410	-0,6	-430	-0,7	
Ensemble	185 120	+560	+0,3	+1 580	+0,9	192 580	+620	+0,3	+1 400	+0,7	

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

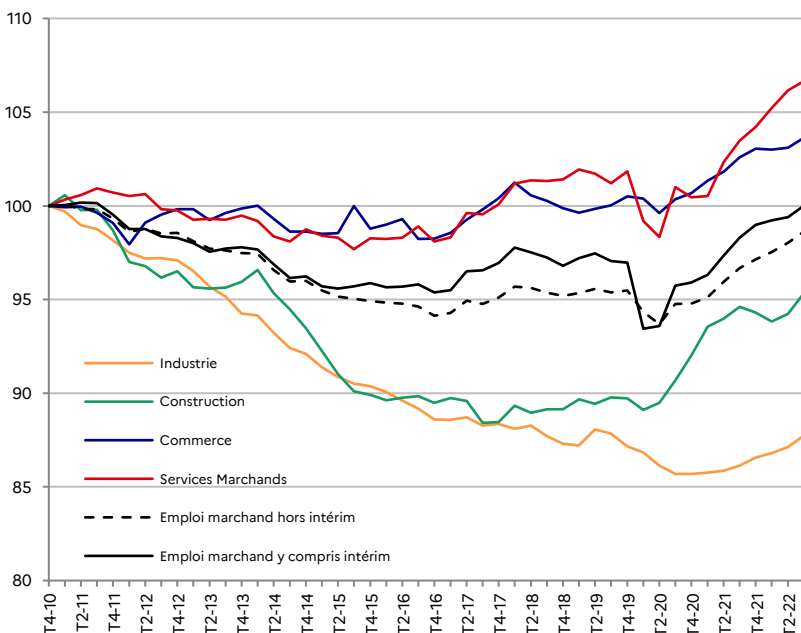
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

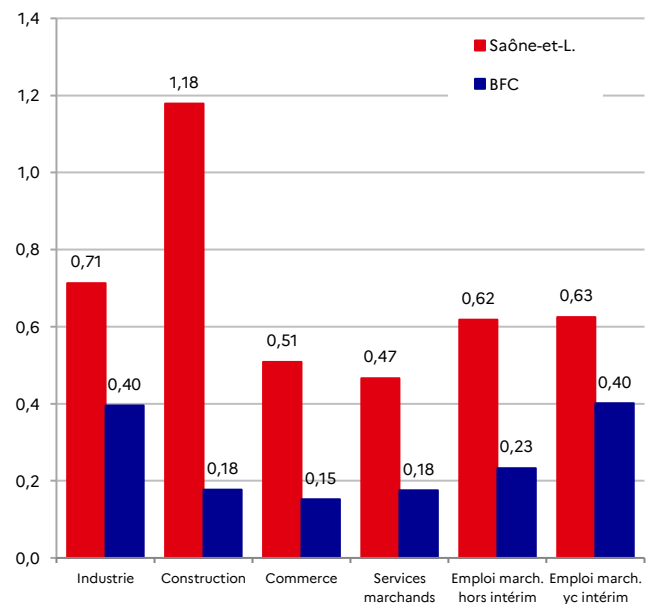
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 2^{ème} trim. et le 3^{ème} trim. 2022, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Saône-et-Loire 3 ^{ème} trimestre 2022 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	30	+15,9	-8,5	0,7	-0,0	30	0,0	0,0	1,5	+0,1
Industrie	3 440	+2,0	-0,4	9,2	-0,2	3 370	-4,5	+2,1	2,5	+0,4
Construction	1 160	+5,2	+7,0	9,2	+0,5	1 070	+0,9	+1,9	3,1	+0,1
Commerce	500	+0,5	-5,0	1,9	-0,1	520	-5,5	+4,0	1,4	0,0
Services	1 990	+1,7	-12,6	4,3	-0,7	2 140	0,0	-4,0	1,4	-0,3
Ensemble	7 120	+2,4	-3,5	5,6	-0,3	7 120	-2,7	+0,4	2,0	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

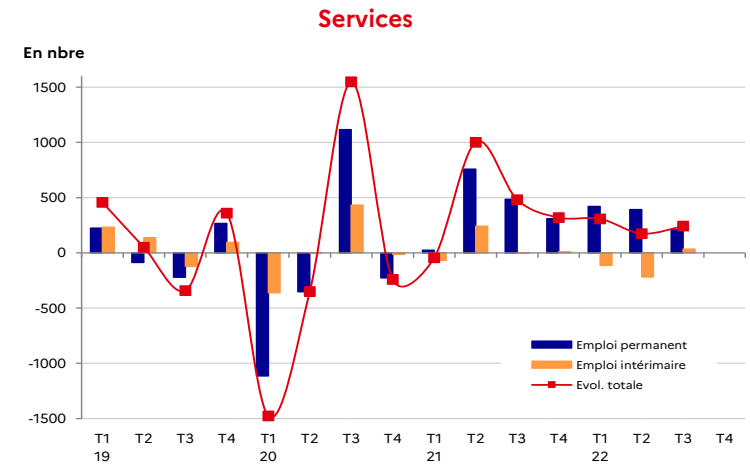
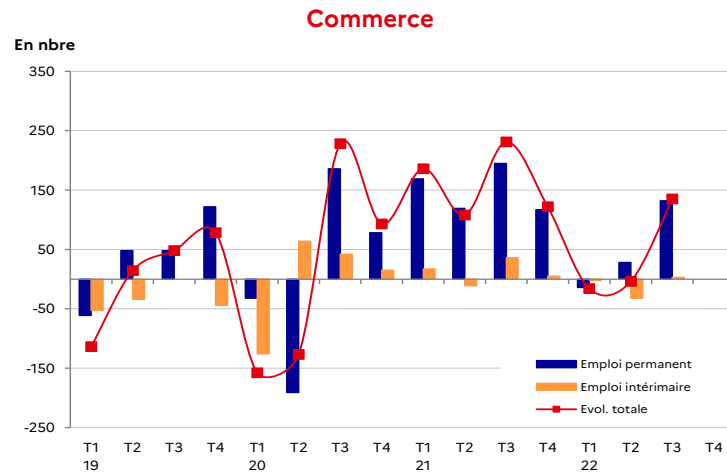
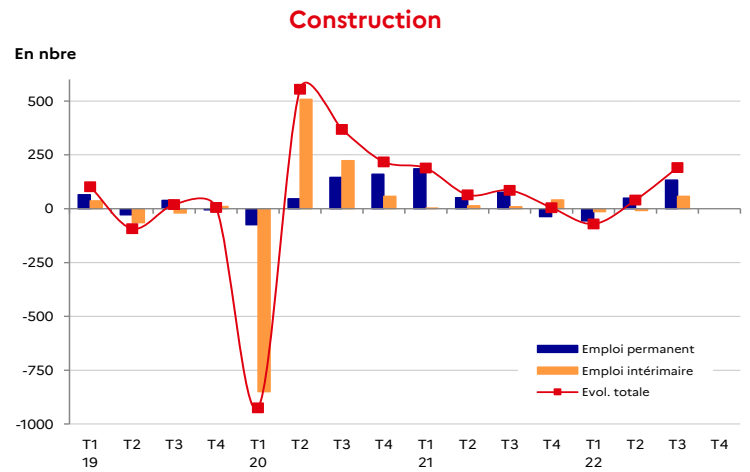
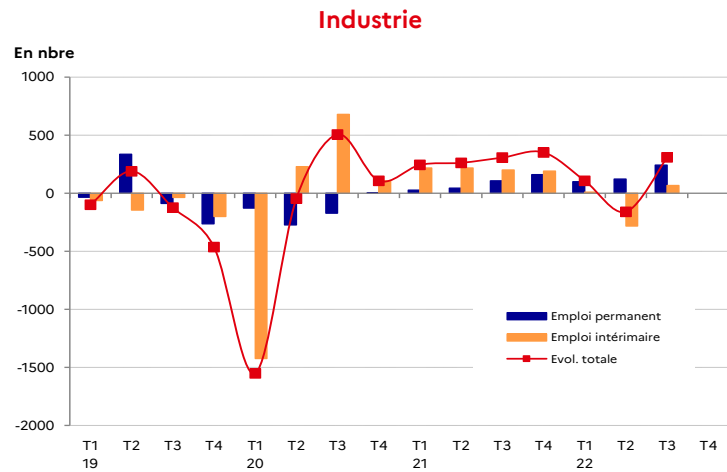
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Saône-et-Loire		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3ème trimestre 2022						
Embauches		2 866	1 538	6 363	30 792	41 559
Répartition en %		6,9	3,7	15,3	74,1	100,0
dont en % :						
	CDD	67,3	63,8	75,5	87,5	83,4
	< 25 ans	54,9	58,3	66,0	33,3	40,7
	25 - 49 ans	33,9	33,9	23,7	43,1	39,2
	50 - 54 ans	5,2	3,7	4,0	7,9	7,0
	55 ans ou plus	6,0	4,1	6,3	15,6	13,1
	Femmes	38,5	7,7	57,9	63,3	58,7
Sorties		3 058	1 441	6 708	31 396	42 603
Répartition en %		7,4	3,5	16,1	75,5	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	56,9	54,6	70,3	84,5	79,3
	dont CDD < 1 mois	27,5	19,1	51,9	80,8	72,5
	Demissions	18,1	22,0	14,4	7,4	9,8
	Licenciements économiques	1,8	1,2	0,4	0,3	0,4
	Licenc. non économiques	8,8	8,7	4,8	2,7	3,7
	Retraite	4,4	2,5	1,1	0,8	1,2
	Ruptures Conventionnelles	3,7	4,7	2,5	1,0	1,5
	< 25 ans	48,7	48,2	63,6	33,0	39,4
	25 - 49 ans	33,9	41,1	24,7	42,6	39,1
	50 - 54 ans	5,1	4,4	3,9	7,9	6,9
	55 ans ou plus	12,2	6,4	7,9	16,6	14,5
	Femmes	39,0	8,1	59,1	63,5	59,2

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

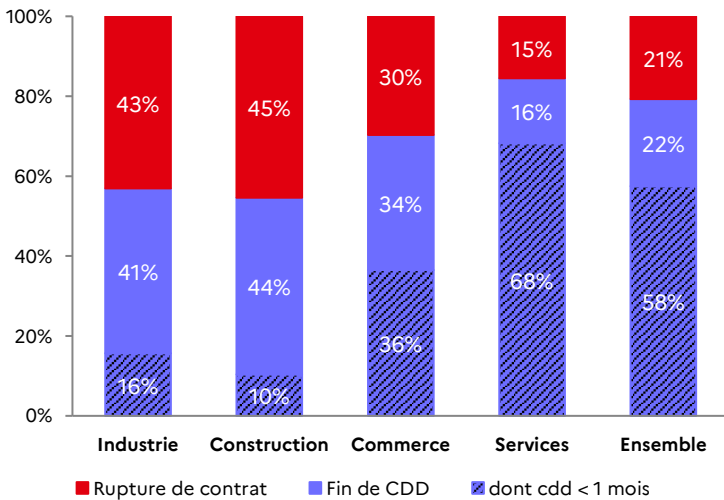
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

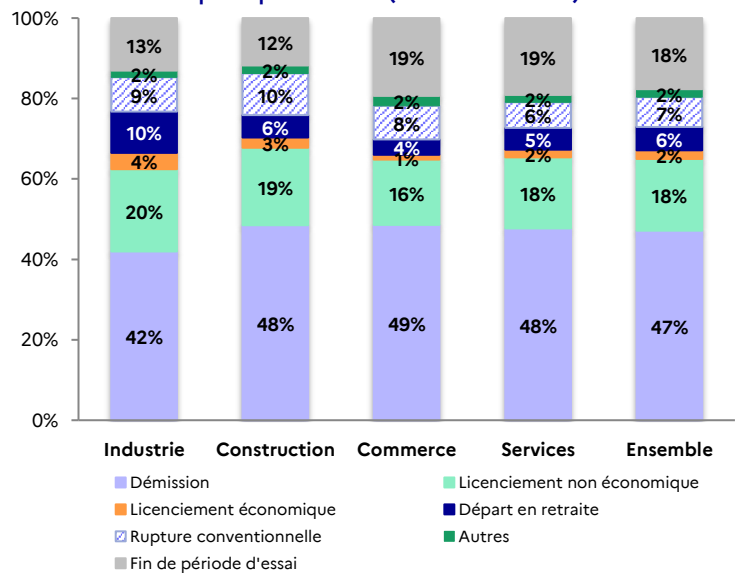
Lecture : Au 3ème trimestre 2022 parmi les embauches dans l'industrie 67,3 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 1,8 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,4 % tous secteurs confondus

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 36 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 42 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Saône-et-Loire		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3ème trimestre 2022							
Actifs en emploi (en %)		9,6	58,7	14,4	17,3	52,2	30,5
Embauches		16 928	16 283	2 906	5 442	24 401	9 627
dont en % :							
	CDD	86,7	77,6	82,9	90,9	85,9	88,3
Sorties		16 797	16 665	2 947	6 194	25 216	9 879
dont en % :							
	Fins de CDD	83,7	74,3	80,5	80,1	82,7	86,1
	dont CDD < 1 mois	58,5	79,7	86,2	87,8	76,2	65,7
	Demissions	7,9	13,8	8,7	4,4	8,2	6,9
	Licenciements économiques	0,0	0,5	1,0	1,1	0,3	0,0
	Licenc. non économiques	3,9	4,0	3,6	2,5	3,1	3,1
	Retraite	0,0	0,0	0,0	8,3	0,8	0,0
	Ruptures Conventionnelles	0,4	2,7	2,1	1,2	1,4	0,3

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 90,9 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2019, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

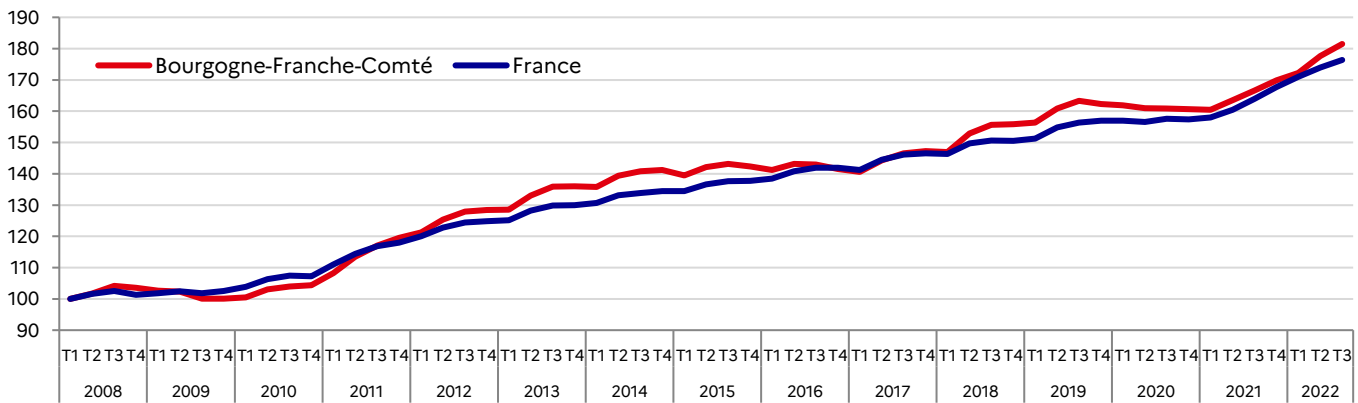
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2022	Actifs occupés RP 2019	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 570	217 710	22,0	+0,4	-820	-0,4	180	0,4	+3,4	+28	+18,4
Doubs	222 456	198 960	20,1	+0,6	+2 300	+1,2	30 673	71,7	+2,2	+2 441	+8,6
Jura	105 149	88 040	8,9	+0,1	+100	+0,1	7 068	16,5	+1,7	+460	+7,0
Nièvre	70 977	64 320	6,5	-0,1	+410	+0,6	16	0,0	0,0	+1	+6,7
Haute-Saône	92 428	69 350	7,0	+0,4	+380	+0,6	610	1,4	+4,8	+103	+20,3
Saône-et-Loire	211 125	192 580	19,4	+0,3	+1 400	+0,7	208	0,5	0,0	+12	+6,1
Yonne	126 632	109 830	11,1	-0,2	-470	-0,4	26	0,1	0,0	+7	+36,8
Territoire de Belfort	55 791	49 830	5,0	+0,5	+550	+1,1	4 001	9,4	+2,6	+458	+12,9
BFC	1 105 129	990 610	100,0	+0,3	+3 840	+0,4	42 782	100,0	+2,2	+3 510	+8,9

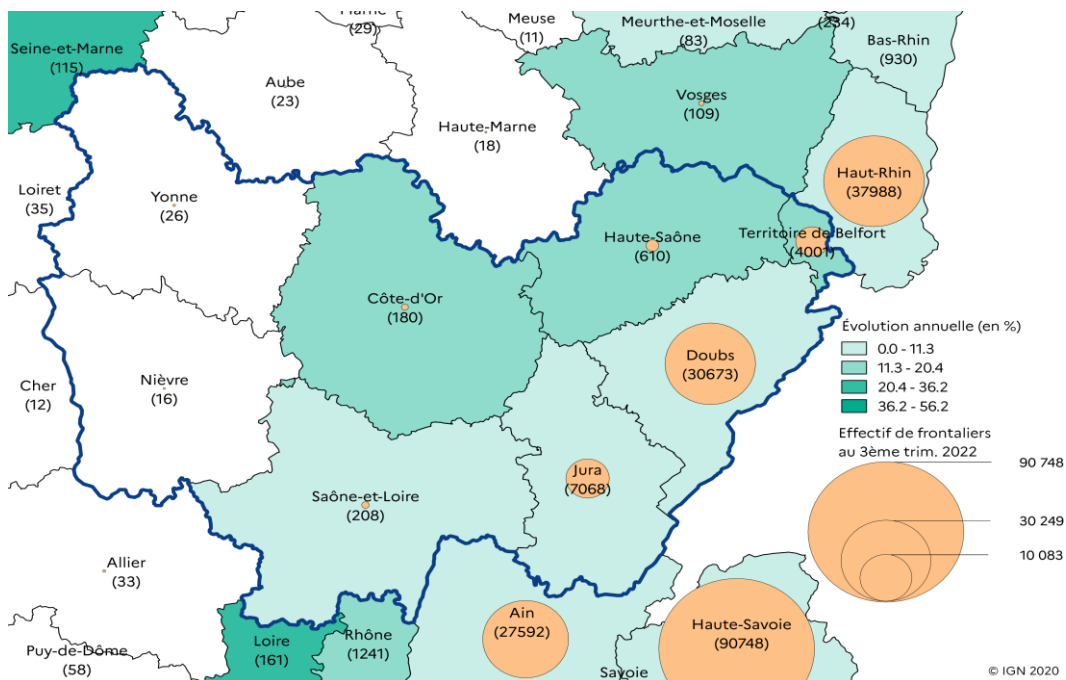
Sources : INSEE - RP 2019; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,6 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 30 673 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Saône-et-Loire			BFC
	T4 2022	Cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2022	Var.(%)/ cumul 2021
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
PEC	167	689	-30,1	-29,3
dt jeunes	70	255	-22,5	-24,6
dt Education Nat.	7	33	-19,5	-29,0
dt Collectivités	35	139	-42,1	-38,4
dt résidents QPV	16	50	-30,6	-12,7
dt résidents ZRR	73	371	-	-
CIE Jeunes	127	409	-	-
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	415	1 958	-38,9	-45,0
dt résidents QPV	nd	nd	nd	nd
CEJ*	555	1 982	-	-
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	33	139	+3,7	-17,7
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 3T2022)				
- secteur public	22	23	-80,7	+8,1
- secteur privé	4 176	4 521	+13,8	+13,5

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 52

s : secret statistique

nd : non disponible

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T2	Cumul	Var.(%)/
	2022	2022	cumul 2021
Côte d'Or	455	861	-5,7
Doubs	517	974	-2,1
Jura	386	689	-2,7
Nièvre	212	413	-27,4
Haute-Saône	187	401	+13,0
Saône-et-Loire	483	985	-8,2
Yonne	457	853	-12,0
Territoire de Belfort	170	331	+21,2
BFC	2 867	5 507	-5,9

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

Garantie jeunes et CEJ (Contrat d'engagement jeune) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

Emploi d'avenir : DARES

Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

IAE : ASP, traitement Dares

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Saône-et-Loire		BFC
	T4 2022	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	387	-33,8	-31,9
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	280	-72,7	-70,2
IAE (au 2T2022)	1 622	+2,6	-0,5

▶ De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2022 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 2T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 860	-2,9	37 337	+3,3	8 573	+3,8	1 660	-6,0
Doubs	12 583	-2,6	33 123	+3,0	10 457	+1,4	1 883	-1,9
Jura	3 563	-7,2	15 627	+2,4	5 293	+3,3	743	+0,5
Nièvre	5 670	-1,9	13 643	+1,3	6 287	+0,8	850	-8,6
Haute-Saône	4 073	-4,8	15 227	+1,3	5 470	+2,1	1 037	-2,5
Saône-et-Loire	10 143	-4,0	36 773	+2,4	11 903	+3,2	2 130	-4,5
Yonne	8 820	-3,3	23 343	+1,7	7 790	+2,4	1 333	-5,2
Territoire de Belfort	4 280	-2,9	9 707	+2,9	2 400	+3,0	707	+1,9
BFC	58 993	-3,4	184 780	+2,4	58 173	+2,5	10 343	-3,8

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

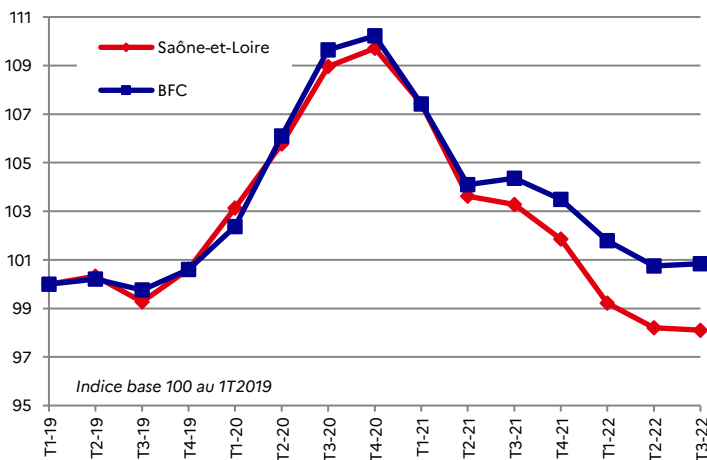
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

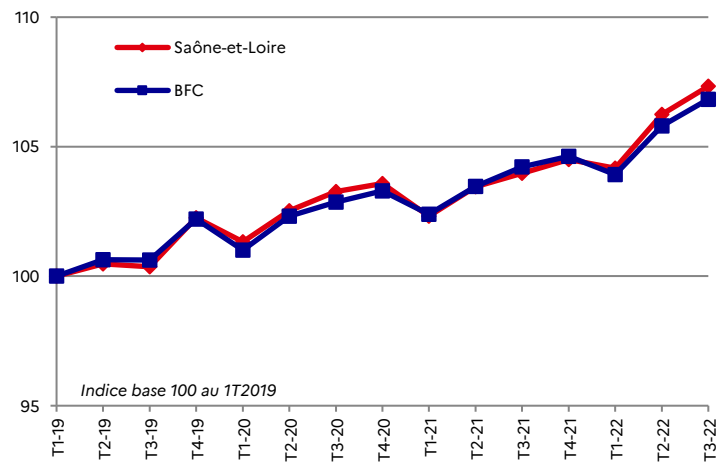
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

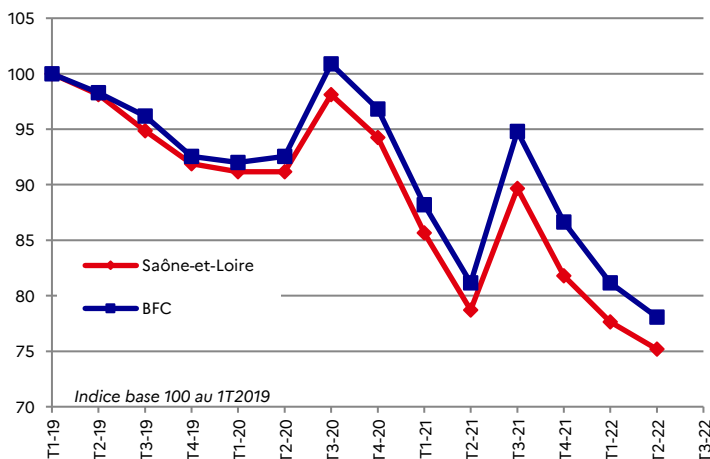
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

